

## ARRÊTE PROVISOIRE N°140/2023

### Arrêté portant réglementation de la circulation et du stationnement Résidence Justice

Le Maire de la commune d'Épernon,

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et les textes qui l'ont complétée ou modifiée,

**Vu** le Code Général Des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2213-1, L 2213-2 – L 2212-2 et L 2131-1,

**Vu** l'article R 610-5 du code Pénal,

**Vu** le Code de la Route et notamment les articles L 325-1 à L 325-13, L 411-1, L 411-2 et R 325-12 à R 325-46, R 411-25, R 411-26, R 412-26, R 412-28, R 417-10,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

**Vu** la circulaire n° 96 -14 du 6 Février 1996 relative à l'exploitation sous chantier,

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment son article L511-1 relatif aux missions des agents de police municipale,

**Vu** la demande formulée par l'entreprise FTCS – 5031 Chemin de Phalempin – 59273 FRETIN par laquelle est sollicitée la réglementation de la circulation et du stationnement Résidence de la Justice pour forage dirigé ;

**Considérant** que pour permettre la réalisation de ces travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

## ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** L'entreprise FTCS est autorisée à occuper le domaine public.

**ARTICLE 2 :**

Le stationnement sera interdit sur 10 places du parking au droit du chantier



## A partir du Vendredi 1<sup>er</sup> Septembre 2023 pour une durée de 30 jours

**ARTICLE 3 :** La signalisation de chantier découlant des présentes prescriptions sera établie conformément aux dispositions réglementaires susvisées. Elle sera mise en place par l'entreprise, à sa charge et sous sa responsabilité.

Le bénéficiaire sera également responsable des accidents pouvant survenir par défaut et insuffisance de cette signalisation.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public, par affichage sur le chantier.

**ARTICLE 5 :** Ces dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux par la levée de la signalisation.

**ARTICLE 6 :** Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 7 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 8 :** Sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché :

- Monsieur le Maire,
- M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Maintenon,
- M. le responsable de la Police Municipale.
- M. le responsable des Services Techniques Municipaux,
- L'entreprise FTCS.

Date de publication en ligne : 28/07/2023  
Auteur : François BELHOMME- Le Maire

Fait à Epernon, le 26 Juillet 2023

Le Maire,

François BELHOMME



**Une copie est transmise pour information et à toutes fins utiles à :**

M. l'adjoint au maire chargé des travaux  
Mme la conseillère municipale déléguée à la police municipale et  
à la gestion du domaine public  
Service communication  
Sictom de Rambouillet – Transports d'Eure et Loir